



Infomat

N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380 9537

Revue hebdomadaire

Le vendredi 14 août 1998

APERÇU

◆ L'emploi augmente légèrement

Malgré une hausse du nombre d'emplois en juillet, le niveau de l'emploi a peu changé depuis avril, et le taux de chômage est demeuré à 8,4 %.

◆ Les fabricants sont beaucoup moins optimistes

En juillet, les fabricants, en particulier ceux du secteur du matériel de transport, étaient beaucoup moins optimistes quant aux perspectives de production qu'ils ne l'étaient en avril.

◆ La valeur des permis de construction s'affaiblit au deuxième trimestre

La valeur des permis de construction a diminué au deuxième trimestre de 1998, mettant fin à une série de cinq augmentations trimestrielles consécutives.

◆ Plus importantes hausses de productivité depuis 1984

L'an dernier, au Canada, le secteur des entreprises a enregistré les plus fortes hausses de productivité du travail depuis 1984.

◆ Baisse du revenu du travail en mai

En mai, le revenu du travail des Canadiens a diminué pour la première fois depuis novembre 1997.

◆ Les ventes des grands magasins ralentissent

Les ventes des grands magasins ont diminué pour un troisième mois d'affilée en juin. C'est la première fois depuis le premier trimestre de 1993 qu'on assiste à une telle situation.

L'emploi augmente légèrement

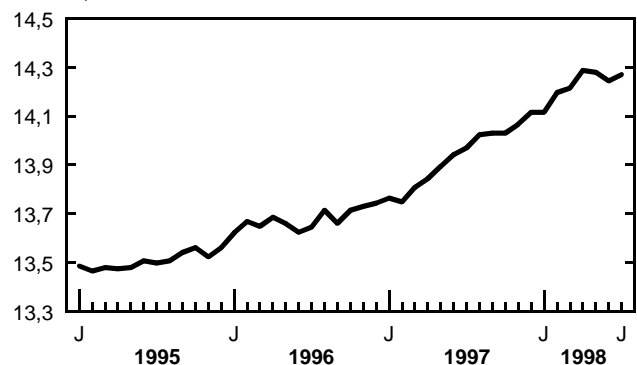
Le nombre d'emplois a légèrement augmenté en juillet (+ 27 000), contrebalançant la majeure partie de la perte significative du mois de juin. L'emploi a peu changé depuis avril, après avoir suivi une forte tendance à la hausse en 1997 et au début de 1998, et le taux de chômage est demeuré à 8,4 % pour un quatrième mois consécutif. En juillet, l'emploi chez les jeunes et le travail autonome ont augmenté. Le nombre de personnes employées dans le secteur des services s'est accru, mais il y a eu perte d'emplois dans le secteur de la production des biens.

Chez les adultes, l'emploi n'a presque pas changé en juillet. Le nombre de travailleurs à temps plein et à temps partiel n'a presque pas changé lui non plus. Depuis cinq mois, l'emploi à temps plein varie peu, alors qu'il a été à l'origine de presque toute la croissance enregistrée l'année précédente. Le nombre d'employés des secteurs public et privé n'a pas bougé en juillet. En outre, le nombre d'employés du secteur privé a peu varié depuis avril. En revanche, le secteur privé a contribué à 91 % de la croissance globale de l'emploi enregistrée en 1997 et au début de 1998.

Le nombre d'emplois chez les jeunes s'est accru de 25 000 en juillet, reprenant la majeure partie du terrain perdu en juin. Le nombre de jeunes chômeurs a chuté de 14 000, ce qui a fait diminuer le taux de chômage de 0,6 point de pourcentage, pour le ramener à 15,3 %. De mai à août, l'Enquête sur la population

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... L'emploi augmente légèrement

active recueille des données sur les jeunes âgés de 15 à 24 ans qui fréquentaient l'école à temps plein en mars et qui ont l'intention de retourner aux études à l'automne. Le taux global d'emploi chez les étudiants était légèrement plus élevé en juillet de cette année qu'en juillet de l'an dernier puisque la situation de l'emploi s'est améliorée chez les jeunes de 15 à 19 ans. La situation s'est toutefois dégradée chez les étudiants de 20 à 24 ans. Parmi les étudiants de 15 à 19 ans, 46,9 % occupaient un emploi en juillet, ce qui est 2,4 points de pourcentage de plus qu'en juillet 1997. Le taux de chômage pour ce groupe d'âge était de 20,9 %, ce qui représente une baisse de 2,8 points de pourcentage. À l'opposé, 69,2 % des étudiants plus âgés occupaient un emploi, ce qui représente une baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à la même période de l'an dernier. Malgré le recul de l'emploi dans ce groupe d'âge, le taux de chômage a fléchi de 0,9 point de pourcentage, pour se chiffrer à 9,6 % à cause d'une baisse de leur participation au marché du travail.

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru de 56 000 en juillet, mais il a chuté de 29 000 dans celui de la production de biens. La progression observée dans les services touchait principalement le commerce de détail, où le nombre de personnes occupées s'est accru de 35 000, ce qui est la première hausse significative à se produire dans cette branche d'activité en 12 mois. L'emploi a également progressé dans la branche de la finance, des assurances et des affaires immobilières (+ 14 000), après avoir essuyé des pertes pendant quatre mois consécutifs. La perte de 34 000 emplois enregistrée dans le secteur de la fabrication

se divisait presque également entre les industries de fabrication de biens durables et les industries de fabrication de biens non durables. La grève chez General Motors, aux États-Unis, a entraîné environ 15 000 mises à pied temporaires en juin et en juillet en Ontario dans le secteur de la fabrication.

Sur le plan provincial, la hausse du nombre d'emplois au Québec, (+ 19 000) a été tempérée par l'augmentation de la participation au marché du travail, si bien que le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage dans la province. Au Manitoba, 7 000 emplois ont été créés, ce qui représente la première hausse significative depuis août 1997. À Terre-Neuve, l'emploi a connu son premier recul important (- 5 000) depuis octobre 1996, après avoir augmenté durant trois mois de suite. En Ontario, la croissance de l'emploi a été nulle pour un troisième mois d'affilée et le taux de chômage est demeuré au niveau d'avril, soit à 7,2 %. La situation de l'emploi a peu changé dans les autres provinces et territoires en juillet.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471 et 3483 à 3502 et tableau 00799999.

*Vous trouverez un résumé de la dernière enquête dans la publication **Information population active**, pour la semaine se terminant le 18 juillet 1998 (version papier : 71-001-PPB, 11 \$/103 \$; version télécopiée : 71-001-PFB, 300 \$ par année). Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)*

Enquête sur la population active, juillet 1998

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 580,0	0,2	14 269,6	0,2	1 310,5	8,4
Terre-Neuve	239,3	- 1,4	197,4	- 2,5	41,9	17,5
Île-du-Prince-Édouard	71,2	- 0,4	62,4	0,5	8,8	12,4
Nouvelle-Écosse	448,7	- 0,4	401,3	- 0,5	47,5	10,6
Nouveau-Brunswick	358,7	- 1,7	318,4	- 0,5	40,3	11,2
Québec	3 716,3	0,9	3 310,3	0,6	406,1	10,9
Ontario	6 022,0	0,0	5 590,0	- 0,1	432,0	7,2
Manitoba	577,7	1,0	547,1	1,4	30,7	5,3
Saskatchewan	506,6	0,3	476,0	0,3	30,5	6,0
Alberta	1 599,6	0,3	1 513,2	0,4	86,3	5,4
Colombie-Britannique	2 040,0	- 0,1	1 853,5	0,2	186,5	9,1

Les fabricants sont beaucoup moins optimistes

Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de juillet, les fabricants, surtout ceux du secteur du matériel de transport, étaient beaucoup moins optimistes quant aux perspectives de production qu'ils ne l'étaient en avril. Les fabricants ne s'attendaient toutefois pas à réduire les niveaux d'emploi. De plus, dans l'ensemble, ils estimaient qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter du niveau actuel des stocks de produits finis.

Le secteur du matériel de transport a été le principal responsable de la baisse d'optimisme. Ce secteur a souffert quelque peu des

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est menée en janvier, en avril, en juillet et en octobre, et la plupart des réponses sont recueillies durant les deux premières semaines de ces mois. Les résultats sont fondés sur les réponses d'environ 5 000 fabricants et sont pondérés selon la valeur des livraisons ou le nombre d'employés d'un fabricant. Par conséquent, les grands fabricants ont une incidence plus forte sur les résultats que les petits fabricants. Sauf celles portant sur les obstacles à la production, les données du présent article sont désaisonnalisées.

(suite à la page 3)

... Les fabricants sont beaucoup moins optimistes

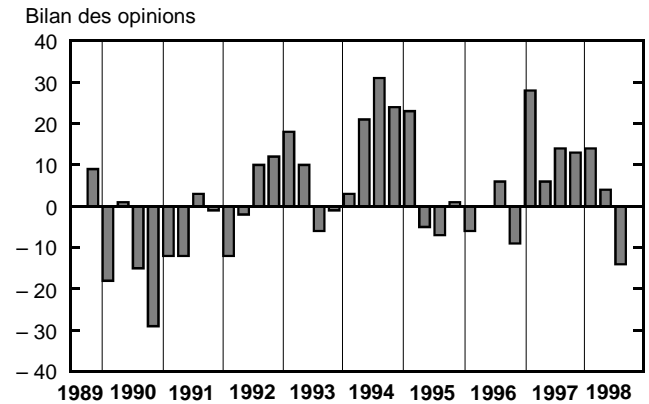
grèves qui ont eu lieu aux États-Unis et qui causaient des pénuries de pièces au moment de l'enquête. Dans l'ensemble, le reste des fabricants demeuraient relativement optimistes quant aux perspectives de production pour les trois prochains mois. Ainsi, 35 % des fabricants prévoyaient que leur production baissera au cours des trois prochains mois, alors que 21 % prévoyaient qu'elle augmentera.

Les fabricants sont seulement un peu moins optimistes qu'ils ne l'étaient en avril quant aux perspectives d'emploi. En juillet, 13 % des fabricants ont déclaré qu'ils réduiront leurs effectifs, ce qui représente une hausse de 2 points de pourcentage par rapport à avril, alors que 17 % ont dit qu'ils les augmenteront, comparativement à 19 % en avril. Selon l'Enquête sur la population active, le secteur manufacturier employait près de 2,3 millions de personnes en juin 1998.

La plupart des fabricants demeuraient satisfaits du niveau des stocks de produits finis. Lors de l'enquête de juillet, 83 % des fabricants étaient de cet avis, 15 % ont déclaré avoir trop de stocks et 2 %, pas assez. Le bilan actuel des opinions était de -13, ce qui est 1 point de plus qu'en avril. Même s'il est encore négatif, le bilan indique que les fabricants s'en font bien moins qu'au cours des enquêtes de janvier et d'avril 1991, périodes où le bilan était respectivement de -37 et de -38. Selon l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières de mai 1998, la valeur des stocks de produits finis des fabricants se situait alors à environ 16,8 milliards de dollars, en hausse de 3,2 % par rapport au niveau enregistré en mai 1997.

Quelque 80 % des fabricants se disaient assez satisfaits de la valeur actuelle de leurs commandes en carnet. La proportion de fabricants ayant indiqué un niveau de commandes en carnet supérieur à la normale est passée de 10 % en avril à 7 % en juillet. Environ 71 % des fabricants s'attendaient à recevoir à peu près le même niveau de nouvelles commandes au cours des trois prochains

Perspectives de production des fabricants pour les trois prochains mois



mois. Ce n'était le cas que de 59 % des fabricants lors de l'enquête d'avril.

Une pénurie de matières premières était une source d'inquiétude pour 14 % des fabricants. Ce bond par rapport à l'enquête d'avril est principalement attribuable aux préoccupations suscitées par la pénurie de pièces dans le secteur du matériel de transport, laquelle a été provoquée par des grèves récentes aux États-Unis. Une pénurie de main-d'œuvre spécialisée continuait de préoccuper 7 % des fabricants. La proportion de répondants s'inquiétant de la pénurie de fonds de roulement est passée de 2 % en avril à 4 % en juillet.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507 (courrier électronique : robilcg@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

La valeur des permis de construction s'affaiblit au deuxième trimestre

La valeur des permis de construction a diminué au deuxième trimestre de 1998, mettant fin à une série de cinq augmentations trimestrielles consécutives. La hausse de la valeur des permis de construction non résidentielle, en particulier dans la composante industrielle, a été plus que contrebalancée par la baisse observée dans le secteur résidentiel. Les municipalités ont délivré pour 8,4 milliards de dollars de permis de construction au deuxième trimestre, ce qui représente un recul de 1,7 % par rapport au premier trimestre. La valeur des permis de construction d'habitations neuves a fléchi de 4,3 %, pour descendre à 4,4 milliards de dollars, alors que celle des permis de construction institutionnelle, commerciale et industrielle s'est accrue de 1,5 %, pour atteindre 4,0 milliards de dollars.

Sur une base mensuelle, les municipalités ont délivré pour 2,8 milliards de dollars de permis de construction en juin, en hausse de 1,4 % par rapport à mai. Les projets de construction résidentielle ont augmenté de 0,6 %, pour atteindre 1,4 milliard de

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition est menée auprès de 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des activités de construction prévues exclut les travaux d'ingénierie (tels que les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) et les terrains. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé en fonction des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels. Sauf avis contraire, les données sont désaisonnalisées pour faciliter les comparaisons par l'élimination des effets des variations saisonnières.

dollars, après avoir connu deux baisses consécutives. La valeur des permis de construction non résidentielle s'est accrue de 2,3 % par rapport à mai, pour s'inscrire à 1,3 milliard de dollars.

Au deuxième trimestre, la valeur des permis a diminué à la fois pour les logements unifamiliaux et pour les logements multifamiliaux. Même s'il est trop tôt pour constater une tendance,

(suite à la page 4)

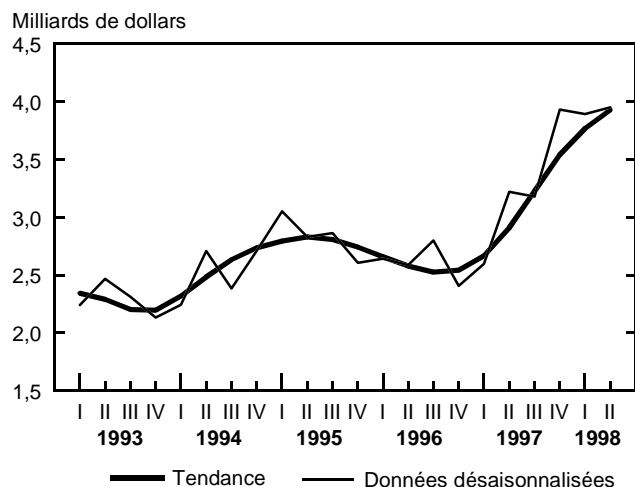
... La valeur des permis de construction s'affaiblit au deuxième trimestre

le secteur de l'habitation montre des signes de ralentissement. Durant la première moitié de 1998, la valeur des permis de construction résidentielle a décliné de 1,6 % par rapport à la même période en 1997. Ce recul est attribuable au ralentissement des projets de construction de logements unifamiliaux (- 5,6 %, à 6,4 milliards de dollars), qui a plus qu'effacé l'augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux (+ 9,7 %, à 2,6 milliards de dollars). Historiquement, plus de 70 % de toute la construction de logements se fait dans la composante unifamiliale.

Malgré la diminution observée au deuxième trimestre, le secteur de l'habitation demeure raisonnablement dynamique. Au deuxième trimestre, la valeur des permis n'a reculé que de 1,3 % par rapport à la même période en 1997, année qui avait été vigoureuse à cet égard. De plus, la valeur des permis délivrés pour la construction de logements multifamiliaux d'avril à juin a été de 5,7 % plus élevée qu'en 1997, ce qui n'a tout de même pas été suffisant pour contrebalancer la baisse de 4,0 % de la composante des logements unifamiliaux.

Contrairement au secteur résidentiel, le secteur non résidentiel a maintenu son élan depuis le début de 1998. Au cours de la première moitié de 1998, les projets de construction se sont accrus de 34,8 % dans le secteur non résidentiel en regard des six premiers mois de 1997. Les projets de construction industrielle ont alimenté le secteur, où la valeur des permis s'est élevée à 4,0 milliards de dollars au deuxième trimestre, un sommet depuis le premier trimestre de 1990 et une augmentation de 1,5 % par rapport au premier trimestre de 1998. La composante industrielle est la seule à avoir enregistré une croissance au deuxième trimestre, les projets de construction ayant augmenté de 20,6 % par rapport au premier trimestre de 1998, pour atteindre 1,1 milliard de dollars. La construction de nouvelles usines de fabrication a contribué le plus à l'activité industrielle du deuxième trimestre, qui a atteint son niveau le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 1989. La composante institutionnelle a connu la baisse la plus marquée par rapport au premier trimestre, chutant de 12,4 %,

Valeur des permis de construction non résidentielle



pour s'établir à 864 millions de dollars. Ce recul succédait toutefois à cinq hausses trimestrielles d'affilée. Une diminution des projets de construction d'immeubles administratifs gouvernementaux est en grande partie responsable de la baisse. Dans la composante commerciale, la valeur des permis de construction a fléchi de 0,6 %, pour s'établir à 2,0 milliards de dollars. Au cours des six premiers mois de 1998, la valeur des permis de construction a été, pour chacune des trois composantes, d'au moins 32 % plus élevée que celle de la même période en 1997.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de juin 1998 de **Permis de bâtir** (64-001-XPB, 19 \$ / 186 \$) est maintenant disponible sur Internet à l'adresse www.statcan.ca. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Michel Labonté au (613) 951-9690 (courrier électronique : labomic@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Permis de construction¹, deuxième trimestre de 1998

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %	Millions de dollars	Variation trimestrielle en %
Canada	8 352,5	- 1,7	4 401,1	- 4,3	3 951,4	1,5
Terre-Neuve	45,6	- 33,2	29,3	- 41,0	16,4	- 12,3
Île-du-Prince-Édouard	27,3	33,9	14,1	- 1,0	13,2	115,4
Nouvelle-Écosse	147,4	27,1	77,2	20,1	70,2	35,7
Nouveau-Brunswick	114,2	12,9	59,6	4,8	54,6	23,4
Québec	1 297,8	- 4,9	638,1	- 4,4	659,7	- 5,4
Ontario	3 395,0	- 14,1	1 964,0	- 5,2	1 431,1	- 23,9
Manitoba	348,9	62,0	89,7	- 1,6	259,2	108,7
Saskatchewan	196,1	60,1	71,6	29,1	124,5	85,8
Alberta	1 525,7	19,7	701,6	- 7,3	824,1	59,1
Colombie-Britannique	1 207,8	- 3,3	736,1	- 3,9	471,7	- 2,3
Yukon	9,9	53,0	4,2	18,8	5,7	94,2
Territoires du Nord-Ouest	36,8	1 073,9	15,6	1 790,6	21,2	817,4

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Plus importantes hausses de productivité depuis 1984

Après deux années consécutives de stagnation, la productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 2,9 % en 1997 dans la foulée d'une forte croissance de l'économie et des investissements des entreprises. Il s'agit de la hausse de productivité la plus marquée depuis 1984, année où elle s'était accrue de 3,3 % à la faveur de la reprise économique qui avait suivi la récession de 1982. Jusqu'en 1996, les hausses de productivité des entreprises avaient été beaucoup moins impressionnantes que celles enregistrées au milieu des années 1980. Cependant, lorsqu'on tient compte du redressement solide de 1997, on constate que la productivité du travail augmente à peu près au même rythme depuis la récession de 1991 que durant le cycle économique précédent au cours des années 1980. La productivité du travail s'est accrue en moyenne de 1,1 % par année de 1982 à 1991 et de 1,2 % par année de 1991 à 1997.

La productivité est une mesure de l'efficacité du système de production, que la plupart des économistes considèrent comme la source d'élévation du niveau de vie d'un pays. La productivité du travail est une mesure de la production par travailleur et est étroitement liée à la rémunération qui leur est versée. Elle croît lorsque les entreprises deviennent plus efficaces et aussi lorsqu'elles augmentent la quantité de machines, d'équipement et de technologies de pointe par travailleur.

Les industries manufacturières (un segment important du secteur des entreprises) ont accru leur productivité de 2,7 % en 1997, ce qui est plus du double qu'en 1996. De 1991 à 1997, leur productivité a augmenté de 2,3 % par année en moyenne. Durant la même période, la plus forte hausse annuelle de productivité que l'on ait enregistrée l'a été dans les services, les communications et les autres services publics ayant augmenté de 3,3 %.

La croissance de 2,9 % de la productivité du travail ayant eu lieu au pays en 1997 constitue une meilleure performance que celle des États-Unis, où la productivité a progressé de 1,8 % en 1997, tout juste un peu moins qu'en 1996, année où elle s'était élevée de 2,0 %. De 1991 à 1997, la productivité du travail dans le secteur des entreprises s'est accrue en moyenne de 1,2 % par année au Canada et de 1,3 % par année aux États-Unis. Cependant, malgré de proches taux de croissance de la productivité, la production par personne et les heures travaillées ont augmenté plus rapidement aux États-Unis.

La rémunération horaire augmente aussi plus lentement au Canada (+ 2,3 % en 1996 et + 3,2 % en 1997) qu'aux États-Unis (+ 3,9 % en 1996 et en 1997). L'an dernier est la sixième année de suite où les travailleurs des entreprises canadiennes ont obtenu des hausses salariales inférieures à celles de leurs homologues américains. Depuis la récession de 1991, la rémunération horaire s'est accrue d'en moyenne 1,9 % par année dans les entreprises canadiennes, comparativement à 3,3 % aux États-Unis. (Étant donné que la rémunération horaire tient compte des avantages sociaux et du revenu d'emploi des travailleurs autonomes, elle est la mesure la plus exhaustive des coûts de main-d'œuvre pour ces comparaisons.)

Note aux lecteurs

La productivité du travail, ou le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée, est le rapport entre la production et les entrées de travail (heures travaillées). La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée prudemment, car ces estimations reflètent également les variations des autres facteurs de production. Dans le présent article, le terme productivité désigne la productivité du travail.

Le coût unitaire de la main-d'œuvre représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme le rapport entre la rémunération du travail et le PIB réel. Le coût unitaire de la main-d'œuvre augmente lorsque la rémunération horaire s'accroît plus rapidement que la productivité du travail.

La rémunération totale du travail comprend tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs pour leur travail. Cela comprend les salaires, les traitements et le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Ces mesures de la productivité excluent toutes les activités non commerciales ainsi que la valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires. En 1992, le PIB des entreprises, tel qu'il est défini ici, représentait environ 71 % du PIB. Les entreprises du secteur des biens comprennent celles œuvrant dans l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, les mines, la fabrication, la construction et les services publics. Les entreprises du secteur des services comprennent celles œuvrant dans le transport et l'entreposage, les communications, le commerce de gros et le commerce de détail, la finance, les assurances et les affaires immobilières, et les services communautaires, commerciaux et personnels.

La glissade du dollar canadien et la croissance plus rapide de la rémunération des travailleurs américains ont toutes deux contribué à garder le coût unitaire de la main-d'œuvre plus faible au Canada qu'aux États-Unis. En 1997, pour une cinquième année consécutive, l'augmentation du coût unitaire de la main-d'œuvre a été plus faible au Canada (+ 0,3 %) qu'aux États-Unis (+ 2,0 %). Depuis 1991, le coût unitaire de la main-d'œuvre s'est accru d'à peine 0,7 % en moyenne par année dans les entreprises canadiennes, tandis qu'il a augmenté de 1,9 % aux États-Unis. Cependant, lorsqu'on tient compte de la dépréciation du dollar canadien, on voit que le coût unitaire de la main-d'œuvre des entreprises canadiennes a en fait diminué de 1,2 % en 1997, poursuivant la tendance à la baisse des années 1990. Exprimé en dollars américains, le coût unitaire de la main-d'œuvre au Canada a décliné de 2,5 % en moyenne par année depuis 1991.

Données stockées dans CANSIM : matrices 9460 à 9473 et 9475 à 9483.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654 (télécopieur : (613) 951-5403; courrier électronique : maynard@statcan.ca), Division des études et de l'analyse microéconomiques.

Baisse du revenu du travail en mai

Le revenu du travail des Canadiens (qui comprend les salaires et les traitements ainsi que le revenu supplémentaire du travail) a diminué de 0,2 % en mai, pour descendre à 38,3 milliards de dollars, ce qui représente sa première baisse mensuelle depuis novembre 1997. Le revenu du travail était cependant en hausse de 3,0 % par rapport à mai 1997. Les salaires et les traitements, qui totalisaient 33,6 milliards de dollars en mai, ont diminué dans l'ensemble des provinces et territoires, sauf à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. Le déclin de la rémunération hebdomadaire moyenne et celui de du nombre d'emplois ont tous deux contribué au recul des salaires et des traitements.

La baisse globale des salaires et des traitements d'avril à mai était surtout attribuable au repli de 1,2 % observé dans les mines,

Salaires et traitements, mai 1998

Données désaisonnalisées

	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	33 603,9	- 0,2	3,1
Terre-Neuve	408,2	0,6	4,6
Île-du-Prince-Édouard	105,7	- 0,7	- 0,1
Nouvelle-Écosse	811,3	0,2	3,8
Nouveau-Brunswick	677,4	- 0,2	3,1
Québec	7 287,0	- 0,1	2,1
Ontario	14 070,6	- 0,3	3,5
Manitoba	1 118,3	0,8	3,4
Saskatchewan	900,6	0,8	4,7
Alberta	3 595,8	0,3	6,1
Colombie-Britannique	4 418,1	- 0,8	0,6
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	211,0	- 0,3	0,0

Note aux lecteurs

Le revenu du travail comprend les salaires et les traitements (88 %) ainsi que le revenu supplémentaire du travail (12 %). Les salaires et les traitements incluent entre autres des primes, des pourboires, des allocations imposables et des rappels de salaires. Le revenu supplémentaire du travail désigne les cotisations que versent les employeurs pour le bien-être des employés, les pensions, l'indemnisation des accidents du travail et le fonds d'assurance-emploi. Le revenu du travail représente environ 52 % du produit intérieur brut du pays.

les carrières et les puits de pétrole. Ailleurs, les salaires et les traitements ont aussi diminué dans les services commerciaux et personnels (- 0,4 %), le commerce (- 0,4 %), l'administration fédérale et les autres services gouvernementaux (- 0,8 %), les administrations municipales (- 0,8 %), les autres services publics (- 0,8 %), les services de santé et les services sociaux (- 0,3 %) ainsi que l'enseignement et les services connexes (- 0,2 %). Par rapport à avril, les salaires et les traitements ont augmenté de 0,4 % dans la construction, de 0,3 % dans le transport et de 0,1 % dans les services financiers.

Données stockées dans CANSIM : matrices 6597 à 6624.

Le numéro de mai 1998 de *Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles — Tableaux et document analytique* (13F0016XPB, 20 \$ / 200 \$) est maintenant en vente. Des ensembles de données sont également vendus sur disquette de micro-ordinateurs (13F0016XDB). Pour acheter l'un ou l'autre de ces produits, communiquez avec l'agent des services à la clientèle au (613) 951-3640 (courrier électronique : iea-crd@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Anna MacDonald au (613) 951-4049 (télécopieur : (613) 951-3618), Division des comptes des revenus et dépenses.

Les ventes des grands magasins ralentissent

En juin, les ventes des grands magasins ont diminué pour un troisième mois consécutif, une situation qui ne s'était pas vue depuis le premier trimestre de 1993. Le ralentissement des ventes en juin est en partie attribuable à la fermeture d'un certain nombre d'emplacements de grands magasins. Les ventes ont ainsi fléchi de 4,9 % par rapport à mai, passant de 1 419,0 millions de dollars à 1 348,9 millions de dollars (données désaisonnalisées). Cette diminution fait suite à la baisse de 1,3 % enregistrée en mai.

Par rapport à juin 1997, les ventes ont augmenté de 1,8 % en juin (donnée désaisonnalisée), ce qui contraste avec les hausses annuelles de 10 % et plus observées durant la majeure partie de 1997 et les quatre premiers mois de 1998. Sur une base non désaisonnalisée, les ventes des grands magasins ont été supérieures de 0,8 % à celles de juin 1997.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Serge Gervais au (613) 951-9218 (courrier électronique : gervser@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Ventes des grands magasins incluant les concessions, juin 1998

Données non désaisonnalisées

	Juin 1998	Juin 1997 à juin 1998	Janvier à juin 1998	Janvier-juin 1997 à janvier-juin 1998
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
Canada	1 263,7	0,8	7 010,2	9,0
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard ¹	22,7	1,8	123,2	10,6
Nouvelle-Écosse	37,5	0,3	208,3	9,6
Nouveau-Brunswick	28,2	- 0,1	154,5	10,0
Québec	237,8	- 0,8	1 313,9	8,6
Ontario	537,9	0,7	2 958,3	9,8
Manitoba	53,5	0,0	294,2	8,7
Saskatchewan	43,1	2,7	232,0	10,5
Alberta	144,4	6,7	817,5	14,0
Colombie-Britannique Yukon et Territoires du Nord-Ouest ¹	158,6	- 1,4	908,3	2,1

1. Pour des raisons de confidentialité, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées; le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont inclus dans la Colombie-Britannique.

Nouveautés de Statistique Canada



Revue trimestrielle de l'éducation 1998

Les articles « L'enseignement à distance : réduire les barrières » et « Réussir dans la vie : l'influence de la scolarité des parents » viennent de paraître dans la *Revue trimestrielle de l'éducation*.

On présente également dans tous les numéros une série d'indicateurs sociaux, économiques et de l'enseignement pour le Canada, les provinces et les territoires ainsi que pour les pays du G7.

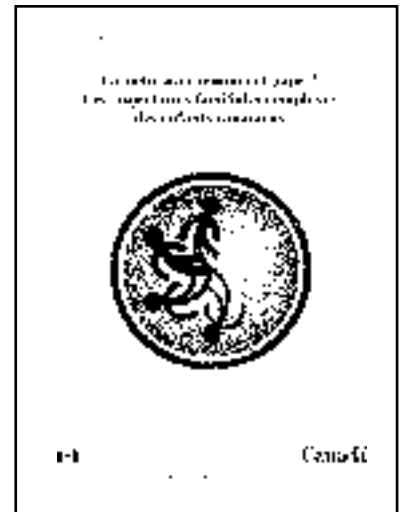
La Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 5, n° 1, est maintenant en vente (version papier : 81-003-XPB, 21 \$ / 68 \$; version Internet : 81-003-XIB, 16 \$ / 51 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Jim Seidle au (613) 951-1500 (télécopieur : (613) 951-9040; courrier électronique : seidjim@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Grandir avec maman et papa? Les trajectoires familiales complexes des enfants canadiens 1994-1995

La présente publication fournit une analyse détaillée des données tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes. Ces données traitent des antécédents familiaux et de la garde des enfants.

L'auteure Nicole Marci-Gratton (Centre interuniversitaire d'études démographiques, Département de démographie, Université de Montréal) aborde les thèmes suivants : l'évolution des environnements familiaux, les enfants de plus en plus jeunes qui se retrouvent dans une famille monoparentale, les facteurs de risque pour les enfants selon le type d'union conjugale et la fréquence à laquelle les parents renouent d'anciennes relations conjugales et en établissent de nouvelles.

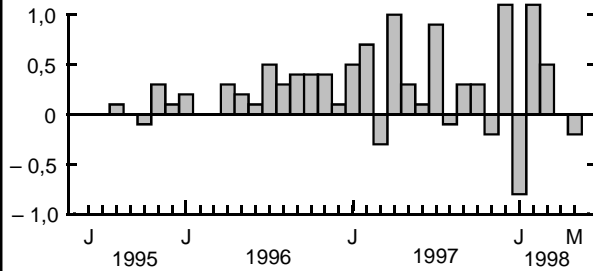
La publication *Grandir avec maman et papa? Les trajectoires familiales complexes des enfants canadiens* (89-566-XIF) est offerte gratuitement sur Internet à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Yvan Clermont au (613) 951-3326, Division des enquêtes spéciales, Statistique Canada, ou avec Susan McKellar au (613) 953-4230, Développement des ressources humaines Canada.



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

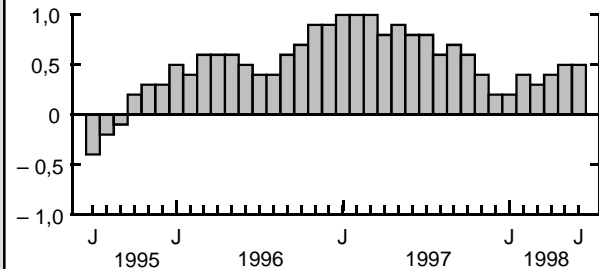
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a diminué de 0,2 % en mai.

Indice composite

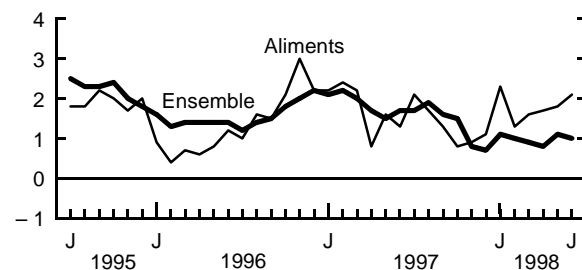
Variation mensuelle en %



La croissance de l'indice composite est demeurée à 0,5 % en juin.

Indice des prix à la consommation

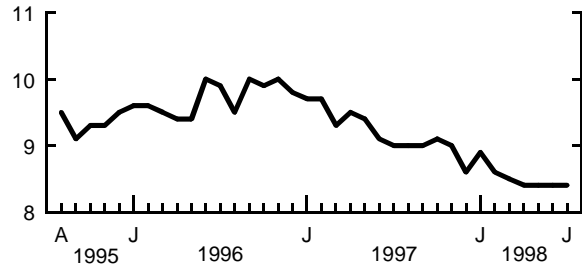
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en juin 1998, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 2,1 %.

Taux de chômage

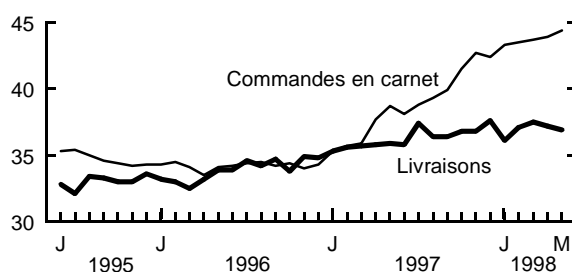
%



En juillet, le taux de chômage est demeuré stable à 8,4 % pour un quatrième mois d'affilée.

Fabrication

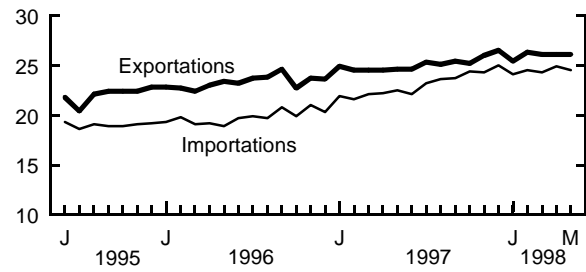
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 1,0 % en mai pour s'établir à 36,9 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a monté de 1,1 % pour se fixer à 44,4 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mai, les exportations de marchandises sont demeurées stationnaires par rapport à avril, à 26,1 milliards de dollars. Les importations se sont repliées de 1,9 %, pour s'établir à 24,5 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	mai	710,0	- 0,2 %	3,0 %
Indice composite (1981 = 100)	juin	206,7	0,5 %	5,7 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 1998	27,3	- 6,0 %	2,6 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	1 ^{er} trim. de 1998	86,0	0,3 †	2,6 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	20,9	0,5 %	6,3 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	127,2	1,1 %	10,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juillet*	14,3	0,2 %	2,2 %
Taux de chômage (%)	juillet*	8,4	0,0 †	- 0,6 †
Taux d'activité (%)	juillet*	64,9	0,2 †	0,0 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	mai*	38,3	- 0,2 %	3,0 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai	607,09	- 0,2 %	0,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	26,1	0,0 %	6,0 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	24,5	- 1,9 %	8,6 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	1,7	0,4	- 0,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	36,9	- 1,0 %	2,8 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	37,4	- 0,4 %	1,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	44,4	1,1 %	14,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,32	0,02	0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	108,8	0,1 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juin	119,1	0,1 %	- 0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juin	107,0	- 3,2 %	- 15,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juin*	100,1	0,1 %	1,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année. Les
prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 6 au 12 août 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par marchandise	mai 1998			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DES STATISTIQUES SUR L'ÉDUCATION				
Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 5, n° 1	1998			
Internet		81-003-XIB	16 / 51	16 / 51
Papier		81-003-XPB	21 / 68	21 / 68
ENQUÊTES SPÉCIALES				
Grandir avec maman et papa? Les trajectoires familiales complexes des enfants canadiens, vol. 22, n° 2	1996	89-566-XIF	gratuit	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	juin 1998	44-001-XPB	7 / 62	7 / 62
Contre-plaqué de construction	mai 1998	35-001-XPB	7 / 62	7 / 62
Guide statistique de l'énergie	juillet 1998			
Disquette		57-601-XDF	284	284
Papier		57-601-UPB	387	387
Huiles et corps gras	mai 1998	32-006-XPB	7 / 62	7 / 62
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	2 ^e trim. de 1998	25-002-XPB	8 / 25	8 / 25
Papier-toiture asphalté	juin 1998	45-001-XPB	7 / 62	7 / 62
Situation du sucre	2 ^e trim. de 1998	32-013QXPB	13 / 41	13 / 41
INSTITUTIONS PUBLIQUES				
Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada	1996-1997	63-202-XIB	29	29
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	juin 1998	64-001-XIB	19 / 186	19 / 186
PRIX				
Statistique des prix de la construction	1 ^{er} trim. de 1998	62-007-XPB	24 / 79	24 / 79
PROJET DE REMANIEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE				
Statistique des sciences — Bulletin de service, vol. 22, n° 2	1996	88-001-XIB	6 / 59	6 / 59

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.